

**William J. Sonnenstuhl**

*Associate Professor of Organizational Behavior  
ILR School, Cornell University\**

## **La retraite aux États-Unis : le contrat social s'étiole**

### **Abstract**

With the bursting of the high technology and housing bubbles, the various programs (President Roosevelt's New Deal, Employer-sponsored pension plans and Medicare) which are dependent upon strong employment for their funding, are encountering serious fiscal problems that threaten the ability of older Americans to retire. This paper reviews these retirement programs, documents their problems, and concludes with a discussion of retirement-eligible workers' decision to remain in the labor force. Sadly, retirement has become a dream for many and a nightmare for retirees who see their resources dwindling and fear facing poverty-ridden old age.

### **Résumé**

Les divers programmes mis en place par le *New Deal*, les régimes privés de retraite ou encore *Medicare*, en vue de fournir un revenu modeste aux retraités pour le reste de leur vie, dépendent du plein emploi pour leur financement. Ils rencontrent tous, en raison de la situation économique actuelle, de sérieux problèmes financiers qui remettent en cause la possibilité pour nombre d'américains âgés de partir à la retraite. L'analyse de ces programmes de retraite et des problèmes auxquels ils sont aujourd'hui confrontés amène au constat du maintien au sein de la population active de travailleurs âgés, pourtant éligibles à la retraite, mais qui sont contraints de maintenir leur activité professionnelle. La retraite apparaît dès lors tel un rêve pour beaucoup, voire un cauchemar pour tous ceux qui, en raison de leur diminution de ressources, craignent de sombrer dans la pauvreté.

---

\* Je tiens à remercier Anna Predleus, mon assistante de recherche, pour son travail et ses contributions à ce manuscrit.

La retraite est un phénomène relativement récent dans le monde industrialisé ; monde dans lequel auparavant les individus avaient coutume de travailler jusqu'à ce qu'ils en soient physiquement inaptes et soient alors contraints de s'appuyer sur le soutien familial afin de subvenir à leurs besoins durant le reste de leur vie<sup>1</sup>. Aux États-Unis, dans le cadre du *New Deal* du Président Roosevelt, le Congrès adoptait la législation sur la Sécurité sociale prévoyant des pensions de retraite pour les travailleurs âgés de 65 ans et plus. La Sécurité sociale a toujours été un filet de sécurité institué afin de veiller à ce que les Américains ne soient pas démunis durant les dernières années de leur existence. Il s'agit de l'un des trois piliers qui assurent un soutien économique aux retraités. Les deux autres sont constitués par les régimes privés de retraite et par l'épargne. Dans le cadre du filet de sécurité, le Président Roosevelt espérait adopter un système de santé universel pour tous les Américains, mais il n'a pas été en mesure de le faire. Le programme *Medicare*, promulgué par le Président Lyndon B. Johnson en 1965, était destiné à remplir l'engagement du *New Deal* à assurer les soins médicaux des retraités<sup>2</sup>. Jusqu'à récemment, la plupart d'entre eux ont vécu convenablement durant leur retraite, caractérisant l'âge d'or.

Depuis les années 1980, le contrat social inscrit dans le *New Deal* de Roosevelt s'est étiolé, compromettant le sentiment de sécurité des retraités durant leurs « vieux jours »<sup>3</sup>. Par contrat social, il faut entendre l'accord implicite entre le Gouvernement des États-Unis et les citoyens leur assurant « qu'en travaillant dur et en contribuant à la productivité, aux bénéfices et à la croissance économique, les travailleurs et leurs familles pouvaient espérer un meilleur niveau de vie, une plus grande sécurité d'emploi et une retraite sûre et digne<sup>4</sup> ». Dans les années 1980, ce contrat social a commencé à s'effiloche compte tenu de la mutation de l'économie. Jusque-là, l'économie américaine possédait une solide base industrielle, assurant des

---

<sup>1</sup> J. S. Savishinsky, *Breaking the Watch: The Meanings of Retirement in America*, Ithaca, NY: Cornell University Press, 2000.

<sup>2</sup> J. Quandagno, *One Nation Uninsured: Why the US Has No National Health Insurance*, New York: Oxford University Press, 2005.

<sup>3</sup> S. Greenhouse, *The Big Squeeze: Tough Times for the American Worker*, New York, Alfred A. Knopf, 2008; L. Uchitelle, *The Disposable American: Layoffs and Their Consequences*, New York, Alfred A. Knopf, 2006.

<sup>4</sup> T. Kochan, Wages and Social Contract, *The American Prospect*, April 22, 2007. [http://www.prospect.org/cs/articles?sessionid=aizWFeBjEm95VDGNCi?article=wages\\_and\\_the\\_social\\_contract](http://www.prospect.org/cs/articles?sessionid=aizWFeBjEm95VDGNCi?article=wages_and_the_social_contract)

emplois décents aux Américains, de bons salaires et d'excellents avantages sociaux ; à savoir les pensions et l'assurance maladie. Aujourd'hui, les fabricants américains ont délocalisé la plupart de leur production *offshore* et l'industrie financière, avec l'accent mis sur les résultats financiers et la bourse, est venue dominer l'économie. Une des conséquences dramatiques de ce changement a été un élargissement du fossé de la situation économique des Américains. En haut de l'échelle, les employés se maintiennent et prennent leur retraite dans le confort avec de bonnes pensions, des économies substantielles et des investissements ainsi qu'une excellente assurance maladie complémentaire. De l'autre côté, la grande classe moyenne, en particulier celle du secteur manufacturier, estime que les circonstances économiques ont empiré, alors même que la productivité a augmenté. En conséquence, de nombreux travailleurs de la classe moyenne approchant l'âge de la retraite se trouvent mal pourvus et envisagent de repousser leur départ à la retraite aussi longtemps que leur santé le leur permettra.

Depuis 1980, l'économie américaine a connu quatre récessions. Chacune d'entre elles a ébranlé les aspirations à la retraite des Américains. Au cours des années 1990, ils ont expérimenté l'une des plus longues expansions de l'économie dans l'histoire. Pourtant, la dynamique de l'investissement de pointe a pris fin en mars 2001. La récession a duré 8 mois, exacerbée par les événements tragiques qui se sont produits le 11 septembre, avec la destruction du *World Trade Center* et une série de scandales financiers (Enron et Worldcom, par exemple) liés à *Wall Street* et à la manipulation des actions par les entreprises. Bien que l'économie ait repris en 2002 et connu une croissance sensible en 2007, elle a été lente dans la création de nouveaux emplois. En effet, durant l'administration Bush, le nombre de nouveaux travailleurs qui sont entrés sur le marché du travail a été supérieur au nombre d'emplois créés. L'expansion économique de 2002 à 2007 s'est avérée également être une bulle. Cette fois, elle a été alimentée par des hypothèques *sub-primes* sur les maisons et, quand elle a éclaté, elle a renversé l'économie américaine et la crise a été répercutée dans le monde entier. Au printemps 2009, les économistes ont débattu afin de savoir si les prémices d'un léger redressement des marchés boursiers annoncent la fin de la récession. Mais le taux de chômage continue de croître jusqu'au niveau actuel de 9,4 % aux

États-Unis<sup>5</sup>. La plupart des observateurs conviennent toutefois que ce chiffre sous-estime considérablement le chômage et l'augmentation de la douleur vécue par les travailleurs Américains, à tous les niveaux de l'économie<sup>6</sup>.

La récession des années 2000 a laissé un énorme tribut aux travailleurs Américains et a obéré leurs espoirs d'obtenir une retraite confortable. En raison de l'atonie de l'économie moins de travailleurs alimentent les fonds fédéraux qui soutiennent les retraités. Les défaillances du marché boursier signifient que les entreprises ont moins de ressources pour contribuer aux pensions des employés et aux prestations de retraite et que les travailleurs disposent de moins d'avoirs sur leurs comptes d'épargne et d'investissement pour subvenir à leurs propres besoins pendant la retraite. De nombreux travailleurs approchant l'âge de la retraite voient leurs emplois, leurs investissements et leurs bénéfices s'évaporer ; ce qui leur rend de plus en plus difficile d'envisager de s'arrêter. Les retraités se demandent s'ils vont pouvoir survivre et sont préoccupés à l'idée de retrouver un emploi pendant leurs « vieux jours ». Dans cet article, nous allons brièvement passer en revue le domaine de la sécurité sociale (I), les régimes de retraite privée (II) et d'épargne (III), les soins médicaux (IV) ainsi que le phénomène croissant des retraités au travail (V).

## **I - Les retraites de la Sécurité sociale**

« Nous ne pourrions jamais assurer 100 % de la population contre 100 % des risques et des vicissitudes de la vie, mais nous avons essayé d'élaborer une loi qui accorde une mesure de protection au citoyen et à sa famille contre la perte d'emploi et contre la pauvreté dans les "vieux jours" »<sup>7</sup>. La loi sur la Sécurité sociale de 1935 est perçue positivement par la grande majorité des Américains. Son intention initiale était d'assurer des revenus

---

<sup>5</sup> Bureau of Labor Statistics Data, consulté le 6 octobre 2009, [http://data.bls.gov/PDO/servlet/SurveyOutputServlet?data\\_tool=latest\\_numbers&series\\_id=LNS14000000](http://data.bls.gov/PDO/servlet/SurveyOutputServlet?data_tool=latest_numbers&series_id=LNS14000000)

<sup>6</sup> A. Sum, I. Khatilwada, J. McLaughlin, and S. Palma, *The Economic Recession of 2007-2009: A Comparative Perspective on its Duration and Severity and its Labor Market Implications*, Boston, Mass., Center for Labor Market Studies, Northeastern University, avril, 2009.

<sup>7</sup> Extrait du discours de Franklin Delano Roosevelt, le 14 août 1935, lors de la signature du *Social Security Act* (loi sur la Sécurité sociale).

aux retraités de 65 ans et plus<sup>8</sup>. Actuellement, cette tranche d'âge est sur le point d'exploser. Une augmentation substantielle des seniors entre 2010 et 2030 est à prévoir, dans la mesure où les *baby-boomers*, nés entre 1946 et 1964, atteindront l'âge de la retraite. En 2003, la population âgée de 65 ans et plus était de 36 millions, mais en 2030, elle devrait augmenter à 72 millions, soit 20 % de la population totale des États-Unis<sup>9</sup>.

Au fil des ans, la loi originelle a été étendue pour couvrir les travailleurs handicapés, les enfants et les conjoints des personnes décédées. En 2008, les prestations de Sécurité sociale représentaient 4,4 % du Produit Intérieur Brut<sup>10</sup> et étaient estimées à environ un quart du budget fédéral<sup>11</sup>. En Mai 2009, quelques 56 760 000 personnes ont perçu des allocations de la Sécurité sociale<sup>12</sup>.

Les prestations sont financées par les cotisations sociales. Le Gouvernement Fédéral a décidé de financer la Sécurité sociale par le biais de prélèvements sur les salaires parce que le Président Roosevelt souhaitait que tous les Américains aient le sentiment d'avoir gagné leur pension de retraite, et parce qu'il pensait que cette approche permettrait d'assurer la survie de la Sécurité sociale sur le long terme. Tous les travailleurs versent un total de 12,4 % de leur revenu plafonné à 106 800 dollars<sup>13</sup>. Les employés paient directement 6,2 % de leurs salaires et les employeurs versent les 6,2 % restants. Les indépendants paient la totalité des 12,4 % de leur revenu sous forme de cotisations sociales. Les travailleurs dont le revenu dépasse 106 800 dollars ne paient pas de cotisations sociales sur les revenus

---

<sup>8</sup> *The Social Security Act*, loi du 14 août 1935, [H. R.7260].

<sup>9</sup> Bureau of Labor Statistics Data, consulté le 6 octobre 2009, [http://data.bls.gov/PDQ/servlet/SurveyOutputServlet?data\\_tool=latest\\_numbers&series\\_id=LNS1400000](http://data.bls.gov/PDQ/servlet/SurveyOutputServlet?data_tool=latest_numbers&series_id=LNS1400000)

<sup>10</sup> Social Security Online: Actuarial Publications, *Status of the Social Security and Medicare Programs: A Summary of the 2009 Annual Reports*, Social Security Administration, <http://www.ssa.gov/OACT/TRSUM/index.html>

<sup>11</sup> D.L. Crippen, *Social Security: Challenges of an Aging Population*, Congressional Budget Office, 10 décembre 2001: <http://www.cbo.gov/doc.cfm?index=3214&type=0>

<sup>12</sup> Social Security Online, *Monthly Statistical Snapshot, May 2009*, Social Security Administration, [http://www.ssa.gov/policy/docs/quickfacts/stat\\_snapshot/](http://www.ssa.gov/policy/docs/quickfacts/stat_snapshot/)

<sup>13</sup> 1 dollar américain équivaut à 0,67 euros ; soit 106 800 dollars ≈ 71 196,32 euros.

supplémentaires<sup>14</sup>. Les impôts prélevés entrent dans le fonds de la Sécurité sociale, distribuant des prestations aux bénéficiaires. Depuis sa création, la Sécurité sociale s'est efforcée de veiller à ce que tous les retraités aient un niveau de revenu qui leur permette d'éviter la misère. Dans ce contexte, les retraités qui ont eu des salaires bas tout au long de leur vie, reçoivent des allocations sensiblement supérieures à leurs contributions au fonds d'affectation. Ceux qui ont perçu des salaires plus élevés reçoivent une allocation mensuelle plus importante mais souvent nettement inférieure à l'ensemble de leurs contributions au fonds. En 2007, les retraités ont perçu une moyenne mensuelle de prestations de Sécurité sociale de 1 044 dollars (1 713 dollars pour un couple de retraités)<sup>15</sup>. Ces niveaux de prestations assurent une base de soutien aux individus mais ne constitue certainement pas un luxe.

Le Gouvernement Fédéral a été préoccupé par la santé financière des fonds d'affectation sur le long terme. Une des principales raisons de cette préoccupation concerne le principe même de la Sécurité sociale qui se caractérise par un transfert de revenus entre les générations, par lequel les jeunes travailleurs cotisent à des fonds qui fournissent des prestations aux retraités actuels. Comme dans d'autres régions industrialisées du monde, le nombre de retraités a augmenté par rapport au nombre de jeunes travailleurs qui, lui, a diminué. L'administration de la Sécurité sociale prévoit que le nombre de personnes de 65 ans ou plus augmentera de plus de 90 % au cours des trois prochaines décennies, alors que le nombre d'adultes de moins de 65 ans ne grossira que de 15 %<sup>16</sup>.

C'est dans ce contexte que le Gouvernement a cherché à retarder le paiement des prestations des fonds d'affectation pour les retraités et également à augmenter les contributions sociales alimentant le fonds. Dans les années 1950, on avait un ratio 16,5 travailleurs pour un retraité, mais en 2005, le ratio était passé à 3,3 travailleurs pour un retraité bénéficiaire de la pension. Il est prévu qu'en 2070, ce ratio diminuera encore davantage,

---

<sup>14</sup> Social Security Administration, *Social Security and Medicare Tax Rates*, <http://www.ssa.gov/OACT/ProgData/taxRates.html>

<sup>15</sup> Facts from EBRI: *The Basics of Social Security Updated with the 2007 Board of Trustees Report*, Employee Benefit Research Institute, mai 2007, [http://www.ebri.org/pdf/campaign/Cmpg08\\_R\\_7-c.pdf](http://www.ebri.org/pdf/campaign/Cmpg08_R_7-c.pdf)

<sup>16</sup> D.L. Crippen, *Social Security: Challenges of an Aging Population*, *op. cit.*

jusqu'à 1,9 travailleurs pour chaque bénéficiaire<sup>17</sup>. Des changements significatifs ont été réalisés dans les années 1970 et 1980 afin d'assurer la santé de la Sécurité sociale pour les cent prochaines années. En 1977, par exemple, une législation a été introduite pour augmenter le montant de la rémunération des travailleurs susceptibles d'être taxés<sup>18</sup>. En 1983, une législation a été adoptée, augmentant progressivement l'âge donnant droit à la totalité des allocations qui passe de 65 à 67 ans<sup>19</sup>.

Dans le contexte de l'actuelle récession économique, la viabilité à long terme de la Sécurité sociale a été mise en doute. Pendant de nombreuses années, les impôts alimentant les fonds ont dépassé le montant versé aux bénéficiaires ; l'excédent étant investi en titres du Trésor. En janvier 2009, le fonds d'affectation de la Sécurité sociale détenait 2 419 milliards de dollars en bons du Trésor, ce qui en fait le créancier le plus important du Gouvernement<sup>20</sup>. La question qui se pose concernant la viabilité sur le long terme de la Sécurité sociale est la façon dont le Gouvernement des États-Unis – dans le contexte de récession actuelle et d'augmentation de sa dette – sera en mesure de rembourser ses dettes et de pourvoir aux besoins des bénéficiaires de la Sécurité sociale. Selon le rapport de 2009, le surplus annuel des recettes fiscales du fonds de la Sécurité sociale s'effondrera brusquement cette année en raison de la récession économique et augmentera légèrement à mesure que l'économie s'améliorera au début de l'année 2010 avant de diminuer et de se transformer en un déficit de trésorerie en 2016<sup>21</sup>. Après cela, le déficit sera comblé par le rachat des actifs - les titres du Trésor américain. Il est prévu que ces actifs seront complètement épuisés autour de 2037. À ce moment, les bénéficiaires seront entièrement versés à partir des recettes fiscales et les bénéficiaires ne recevront que les trois quarts des prestations prévues. Comment amener la Sécurité sociale à un équilibre actuariel sur le long terme est une question

---

<sup>17</sup> Social Security Online, *2004 Annual Report of the Board of Trustees of the Federal Old-Age and Survivors Insurance and Disability Insurance Trust Funds*, 23 Mars 2004, Social Security Administration, <http://www.socialsecurity.gov/OACT/TR/TR04/tr04.pdf>

<sup>18</sup> *Social Security Amendment Act* (No. 2) 1977.

<sup>19</sup> *Social Security Amendment Act* 1983.

<sup>20</sup> B. Krasting, *Social Security Trust Fund – The Mother of All Bond Portfolios*, March 29, 2009, <http://brucekrasting.blogspot.com/2009/03/g20-will-certainly-discuss-matter-of.html>

<sup>21</sup> Social Security Online, *Status of the Social Security and Medicare Programs: A Summary of the 2009 Annual Reports*, <http://www.ssa.gov/OACT/TRSUM/index.html>

politique controversée, et aucune des options ne sont particulièrement attrayantes ni pour les politiciens ni pour les électeurs. Une option possible serait d'augmenter les cotisations sociales de 12,4 à 14,4 % ; une autre alternative consisterait à réduire immédiatement de 13 % les prestations ; une autre encore serait de supprimer le plafond, actuellement de 106 800 dollars et de taxer tous les revenus<sup>22</sup>.

Malgré la popularité de la Sécurité sociale, les travailleurs américains et les retraités ont des sentiments mitigés au sujet de sa viabilité à long terme. On ne sera pas surpris d'apprendre qu'il existe des différences de génération entre jeunes travailleurs et retraités sur la capacité du système à assurer des prestations au moins égales aux prestations versées aux retraités d'aujourd'hui. Ceux-ci se sentent assez sûrs de recevoir des allocations tout au long de leur vie. Tout de même, 41 % des retraités ne sont pas certains de continuer à recevoir des prestations au niveau actuel<sup>23</sup>. Les jeunes travailleurs, eux, se demandent si la Sécurité sociale existera toujours quand ils seront sur le point de prendre leur retraite.

## II - Les pensions privées

Les pensions privées représentent le second fondement de la sécurité économique des retraités. Dans la mesure où les baby-boomers approchent de l'âge de la retraite, ils veulent pouvoir s'assurer le maintien de leur niveau de vie actuel durant leurs « vieux jours ». Parce que l'objectif principal de la Sécurité sociale est de prévenir la misère, ils doivent prévoir des compléments de revenu pour eux-mêmes par le biais des régimes de retraite des employeurs. En 2007, 58 % des travailleurs dépendaient d'un employeur assurant un plan de retraite, mais seulement 55 % des employés admissibles y ont souscrit<sup>24</sup>. Comme on pouvait s'y attendre, les travailleurs âgés sont

---

<sup>22</sup> Social Security Online: Actuarial Publications, *Status of the Social Security and Medicare Programs: A Summary of the 2009 Annual Reports*.

<sup>23</sup> R. Helman, C. Copeland and J. VanDerhei, *The 2009 Retirement Confidence Survey: Economy Drives Confidence to Record Lows; Many Looking to Work Longer*, EBRI Issue Brief April 2009, p. 328: [http://www.ebri.org/pdf/briefspdf/EBRI\\_IB\\_4-2009\\_RCSI.pdf](http://www.ebri.org/pdf/briefspdf/EBRI_IB_4-2009_RCSI.pdf)

<sup>24</sup> C. Copeland. *Employment- Based Retirement Plan Participation: Geographic Differences and Trends, 2007*, EBRI Issue Brief October 2008, p. 322, [http://www.ebri.org/pdf/briefspdf/EBRI\\_IB\\_10-2008.pdf](http://www.ebri.org/pdf/briefspdf/EBRI_IB_10-2008.pdf)



davantage susceptibles que les plus jeunes de participer à ces régimes de retraite. Les hommes sont également plus susceptibles que les femmes d'y souscrire, car elles gagnent souvent moins que les hommes et ont le sentiment de ne pas pouvoir se permettre de cotiser.

Les employeurs offrent deux types de régimes de retraite. D'une part, les régimes à prestations définies – régimes de retraite traditionnels – qui versent des prestations définies au moment où l'employé prend sa retraite. Le montant de l'allocation versée est basé sur le salaire de l'employé et la durée de service. La participation à ce régime traditionnel a diminué au fil des ans. En 2005, le nombre total d'employés inscrits aux régimes de prestations déterminées était de 16,2 millions, en baisse au vu des 22,2 millions de participants en 1988<sup>25</sup>. Les régimes à cotisations définies sont connus sous l'appellation de *401(K)*. Il s'agit d'autre part, des régimes à cotisations déterminées dont les prestations sont financées par les contributions de l'employé et/ou de l'employeur. Celles-ci sont généralement placées. Parfois, l'employeur contrôle la stratégie de placement, tandis que dans d'autres circonstances, c'est l'employé lui-même qui s'en charge. La distinction fondamentale entre le régime à prestations déterminées et le régime à cotisations déterminées tient au fait que, dans le second régime, le calcul des droits dépend de l'état de l'économie et du marché au moment du départ à la retraite. Ainsi, le régime à cotisations déterminées ne donne aucune garantie d'allocations adéquates ni même d'une quelconque allocation.

Le régime à cotisations déterminées a gagné en popularité dans les années 1980 lorsque les employeurs ont cherché à réduire leur responsabilité. En proposant des régimes à cotisations déterminées, ils transfèrent le risque lié à l'assurance de la retraite aux employés, ce qui rend ces derniers responsables ; l'employeur ne garantissant aucune allocation au moment de la retraite<sup>26</sup>. Dans le cadre des régimes à cotisations déterminées, les personnes susceptibles d'avoir plusieurs employeurs tout au long de leur carrière sont en mesure d'emporter leur plan avec eux. Ceci est en contraste

---

<sup>25</sup> Fast Facts from EBRI, *The Decline in Eligible Traditional Pension Plan Participants*. Employee Benefit Research Institute, 1<sup>er</sup> février 2007, <http://www.ebri.org/pdf/publications/facts/fastfacts/fastfact020107.pdf>

<sup>26</sup> J.S. Hacker. *The Great Risk Shift*, New York: Oxford University Press.

avec les régimes à prestations déterminées, associés à l'employeur et définitivement perdus en cas de changement d'emploi.

Avec l'actuelle récession économique, la baisse des régimes à cotisations déterminées pour les retraités est devenue évidente. Aujourd'hui, la plupart des travailleurs possédant un plan de retraite ont un régime *401(K)* comme principal plan. En vertu de ces régimes, les employés n'ont réussi à accumuler que des soldes modestes pour leur retraite. Selon un rapport de Vanguard, les avoirs médians des régimes *401(K)* pour les personnes âgées de 55 à 64 ans étaient seulement d'environ 60 000 dollars en 2007. Depuis lors, la valeur des régimes *401(K)* a diminué de 30 %<sup>27</sup>. La perte d'emploi induit l'impossibilité pour les employés de contribuer à leur retraite ; de ce fait, beaucoup d'entre eux ont été contraints de retirer l'argent de ces plans afin de payer les dépenses courantes. Une autre limite du système tient aux entreprises qui sont en train de réduire voire même de cesser leurs contributions aux plans *401(K)* de leurs salariés. Selon une étude de Grant Thornton, environ 29 % des entreprises interrogées revoient ou prévoient de réviser leurs contributions en 2009 ; la plupart d'entre elles envisagent de les supprimer totalement<sup>28</sup>.

Un autre problème pour les bénéficiaires des fonds de retraite se situe au niveau de la faillite de l'entreprise. L'effondrement d'Enron en 2001 a été la plus grande faillite de l'histoire américaine à l'époque. 62 % du capital du régime de retraite de la société dépendait de l'action Enron et les employés détenaient encore plus sur leur compte individuel *401(K)*. En janvier 2001, l'action Enron s'échangeait à plus de 80 dollars ; un an plus tard, elle valait moins de 70 cents<sup>29</sup>. Plus récemment, les faillites de sociétés américaines dans le domaine de l'automobile comme Chrysler (30 avril 2009) et General Motors (1<sup>er</sup> juin 2009) ont soulevé les mêmes problèmes de pension pour les retraités.

---

<sup>27</sup> Vanguard, *Inertia and Retirement Savings: Participant Behavior in 2008*, Vanguard Center for Retirement Research Avril 2009, p. 36 :

<https://institutional.vanguard.com/iam/pdf/CRRPB.pdf>

<sup>28</sup> G. Gross and M. Ritter, *401(k) Plan Benefits: Rethinking Plan Design for Challenging Times*, Grant Thornton Avril 2009 :

[http://www.gt.com/staticfiles/GTCom/Tax/Files/GrantThornton\\_401kSurveyResults.pdf](http://www.gt.com/staticfiles/GTCom/Tax/Files/GrantThornton_401kSurveyResults.pdf)

<sup>29</sup> P.J. Purcell, *The Enron Bankruptcy and Employer Stock in Retirement Plans*, CRS Report for Congress, 11 mars 2002, <http://www.fpc.state.gov/documents/organization/9102.pdf>

La *Pension Benefit Guaranty Corporation* (Société de caution des pensions de retraite) a été créée par l'*Employee Retirement Income Security Act (ERISA)* de 1974 (loi sur la sécurité des revenus de la retraite des employés) afin de protéger les employés du secteur privé inscrits dans des plans à prestations définies<sup>30</sup>. Il ne s'agit pas, toutefois, de protéger les employés qui sont inscrits dans les régimes à cotisations déterminées. Les employeurs ayant des régimes à prestations déterminées payent une prime pour veiller à ce que, en cas de faillite, les employés continuent de percevoir les prestations de retraite. Les allocations sont payées par les primes, les investissements dans la *Pension Benefit Guaranty Corporation* et les actifs du régime de prestations définies pris en charge<sup>31</sup>. Dans le passé, la plupart des bénéficiaires ont été en mesure de percevoir leurs pleines prestations à la retraite. Toutefois, en plus de l'expérience des sociétés américaines en faillite, il est devenu de plus en plus difficile à la *Pension Benefit Guaranty Corporation* de payer les retraités en totalité, ce qui fait courir aux employés plus de risques de ne pas pouvoir prendre leur retraite.

Les employés soumis aux régimes à prestations déterminées sont en net contraste avec les salariés des régimes à cotisations déterminées quant à la confiance qu'ils expriment à pouvoir prendre leur retraite confortablement. Selon l'enquête de Watson Wyatt, 55 % des travailleurs sous un régime à prestations déterminées sont assurés d'avoir suffisamment de ressources pour une retraite confortable dans cinq ans, alors que seulement 38 % de ceux qui ont des régimes à cotisations déterminées expriment une telle confiance<sup>32</sup>. En regardant l'avenir (un avenir plus lointain), toutefois, même les retraités possédant des plans à prestations définies se sentent moins sûrs de leur aptitude à jouir d'une retraite confortable.

---

<sup>30</sup> (Public Law n° 93-406, 88 Stat. 829, enacted September 2, 1974), US Department of Health, *Health Plans and Benefits: Employee Retirement Income Security Act (ERISA)*, <http://www.dol.gov/dol/topic/health-plans/erisa.htm>

<sup>31</sup> Pension Benefit Guaranty Corporation: Protecting America's Pensions, <http://www.pbgc.gov/about/index.html>

<sup>32</sup> Watson Wyatt Worldwide, *Social Security, Medicare and American's Confidence in their Retirement Future*, Watson Wyatt Insider, Septembre 2008, <http://www.watsonwyatt.com/us/pubs/Insider/showarticle.asp?ArticleID=19753>

### III - Épargne et placements

L'épargne personnelle et les investissements représentent le troisième élément de base de la retraite. Malheureusement, les Américains ne sont pas réputés être des épargnants. Dans les années 1980, le taux d'épargne des Américains était d'environ 9 %, dans les années 1990, il est tombé à 5 % ; au début des années 2000, il était à 0 %<sup>33</sup>. Ces derniers temps, on a pu noter une hausse de l'épargne attribuable aux préoccupations des Américains à la recherche d'une alternative d'investissement sûre au marché boursier. Un récent sondage Gallup a constaté que les Américains continuent à considérer les comptes épargne dans les banques et les biens immobiliers comme le meilleur investissement à long terme<sup>34</sup>.

Malgré le faible taux d'épargne aux États-Unis, de nombreux travailleurs ont fait savoir qu'ils ont réalisé des efforts concertés visant à économiser en vue de la retraite. En 1994, environ 57 % des travailleurs ont déclaré avoir mis de côté pour la retraite ; en 2009, 75 %. Pourtant, nombreux sont ceux qui n'ont pas réussi à épargner suffisamment. 53 % déclarent que la valeur de leur épargne et des investissements est inférieure à 25 000 dollars. 20 % indiquent qu'ils ont réussi à mettre moins de 1 000 dollars de côté. Environ 11 % attestent épargner entre 25 000 et 49 000 dollars, 12 % entre 50 000 et 99 999 dollars, 12 % entre 100 000 et 249 000 dollars et 12 %, 250 000 dollars ou plus<sup>35</sup>.

Les Américains ont souvent été encouragés à acheter à crédit facilement et à envisager leurs maisons comme un investissement à long terme permettant de souscrire des prêts pour s'assurer plus de richesse. Cependant, cette réflexion a amené les Américains à dépendre de leurs cartes de crédit et à accumuler des dettes qui compensent leurs actifs, provoquant une baisse de

---

<sup>33</sup> M. Guidolin and E.A. La Jeunesse, *The Decline in U.S. Personal Savings Rate: Is it Real and is it a Puzzle?* The Federal Reserve Bank of St. Louis Review Nov./Dec. 2007 (89:6), <http://research.stlouisfed.org/publications/review/07/11/Guidolin.pdf>

<sup>34</sup> J. Carroll, *Retirement Funding Sources Differ for Current, Future Retirees*, Gallup News Service 26 Juin 2006, <http://www.gallup.com/poll/23488/Retirement-Funding-Sources-Differ-Current-Future-Retirees.aspx>

<sup>35</sup> R. Helman, M. Greenwald, J. VanDerhei, and C. Copeland, *The 2008 Confidence Retirement Survey: Americans Much More Worried About Retirement, Health Costs a Big Concern*, EBRI Issue Brief Avril 2008, p. 316 : [http://www.ebri.org/pdf/briefspdf/EBRI\\_IB\\_04-2008.pdf](http://www.ebri.org/pdf/briefspdf/EBRI_IB_04-2008.pdf)

leur revenu de retraite. En 2004, le pourcentage de familles dont un membre âgé de 55 ans ou plus ayant atteint un certain niveau d'endettement était de 60,6 avec une moyenne de 51 791 dollars de dettes<sup>36</sup>. Un autre résultat de cette stratégie a été l'augmentation de la richesse des ménages dans la période pendant laquelle l'épargne personnelle était en baisse<sup>37</sup>. L'éclatement de la bulle immobilière et le resserrement du crédit qui s'en est suivi ont mis fin à cette stratégie d'investissement à long terme, tout en mettant en évidence le faible degré d'épargne des employés en prévision de la retraite.

Pour de nombreux Américains, les fonds propres de leur foyer sont l'un des principaux avoirs sur lesquels ils comptent pour la retraite. S'il reste vrai que de nombreux travailleurs âgés ont remboursé leur prêt immobilier et sont capables d'utiliser leurs fonds propres pendant la retraite, de nombreux propriétaires âgés de 50 ans et plus se retrouvent confrontés à de graves difficultés financières. Une récente étude de l'Institut de politique publique de l'*American Association of Retired Persons* estime que les Américains âgés de 50 ans et plus représentent environ 28 % des défauts de paiement et des saisies. Les seniors ayant des prêts hypothécaires à risque (*subprime*) sont 17 fois plus susceptibles d'être pris en défaut de paiement que ceux possédant des emprunts d'acquisition classique (*prime loans*). Les États ayant la plus forte concentration de propriétaires âgés ont aussi le taux le plus élevé de défaut de paiement. Ces États sont la Californie, la Floride, le Nevada et le Michigan<sup>38</sup>.

La triste vérité est que les Américains partent en retraite avec leur troisième source de ressources gravement endommagée. La plupart d'entre eux n'ont pas été en mesure d'épargner suffisamment pour compléter la Sécurité sociale et les régimes de pension de retraite. Ce problème est plus aigu pour les personnes proches de l'admissibilité à la retraite. Ils n'ont aucune possibilité de retrouver leur épargne ou la valeur de leurs maisons à court terme. Les personnes à 10 ou 15 ans de la retraite pourraient être en

---

<sup>36</sup> C. Copeland, *Debt of the Elderly and Near Elderly, 1992-2004*, EBRI Issue Brief, septembre 2006, pp. 27-29: [http://www.ebri.org/pdf/notespdf/EBRI\\_Notes\\_09-20061.pdf](http://www.ebri.org/pdf/notespdf/EBRI_Notes_09-20061.pdf)

<sup>37</sup> J. Gist, *A New Perspective on "Savings" For Retirement*, AARP Public Policy Institute, février 2009, p. 22: [http://assets.aarp.org/rgcenter/econ/i22\\_saving.pdf](http://assets.aarp.org/rgcenter/econ/i22_saving.pdf)

<sup>38</sup> A. Shelton, *A First Look at Older Americans and the Mortgage Crisis*, AARP Public Policy Institute, septembre 2008, p. 9: [http://assets.aarp.org/rgcenter/econ/i9\\_mortgage.pdf](http://assets.aarp.org/rgcenter/econ/i9_mortgage.pdf)

mesure de le faire, mais il faudrait un revirement relativement rapide de la récession actuelle et du marché du logement.

#### IV - Medicare

Le programme *Medicare* assure des soins de santé aux retraités. Il a été mis en œuvre en 1965 et, comme la Sécurité sociale, il bénéficie d'une grande popularité auprès des seniors car il représente un filet de sécurité pour les retraités qui vieillissent et connaissent une détérioration de leur santé. Cela dit, ce programme demeure un sujet de controverse en partie à cause de la résistance manifestée par les médecins, les hôpitaux et les assureurs dès les débuts de sa mise en œuvre. En conséquence, il a été insuffisamment financé et on n'a pu utiliser son influence potentielle sur le marché dans la négociation des coûts de santé publique avec les fournisseurs. Il a également été la cible fréquente des conservateurs qui souhaitent privatiser les soins de santé pour les personnes âgées (*Medicare Advantage Plans* par exemple)<sup>39</sup>.

Actuellement, *Medicare* représente environ 13 % du budget fédéral et compte pour environ 19 % du total des dépenses nationales de santé<sup>40</sup>. *Medicare* couvre 45 millions d'utilisateurs, ce qui inclut 38 millions de personnes de 65 ans et plus et 7 autres millions présentant des incapacités permanentes<sup>41</sup>. Il est important de rappeler que *Medicare* couvre une population qui se compose de personnes âgées proches de la fin de leur vie et par conséquent qui ont de plus graves problèmes de santé que le reste de la population. C'est une des raisons pour lesquelles les assureurs privés sont réticents à couvrir ces personnes et que *Medicare* a été créé en premier lieu. Par exemple, 38 % de tous les bénéficiaires de *Medicare* ont trois ou plusieurs affections chroniques. Les plus communes sont l'hypertension et l'arthrite. 29 % ont un handicap mental ou cognitif qui limite leur capacité à agir de façon indépendante<sup>42</sup>.

---

<sup>39</sup> W. Sonnenstuhl, « Accès aux soins de santé aux États-Unis », *Bulletin de droit comparé du travail et de la sécurité sociale*, COMPTRASEC, Bordeaux, 2008, pp. 127-143.

<sup>40</sup> D.L. Crippen, *Social Security: Challenges of an Aging Population*, op. cit.

<sup>41</sup> Kaiser, *Medicare: A Primer*, The Henry Kaiser Family Foundation, janvier 2009, <http://www.kff.org/medicare/upload/7615-02.pdf>

<sup>42</sup> *Idem*.

*Medicare* est composé de quatre programmes : la partie A, le programme d'assurance de l'hôpital, couvre les services aux patients hospitalisés, les services des infirmières qualifiées, les soins à domicile et les soins palliatifs (en fin de vie). À l'instar de la Sécurité sociale, cette partie est financée par des prélèvements sur les salaires. Actuellement, les employeurs et les travailleurs paient chacun 1,45 % pour couvrir cette fraction A. La partie B est, quant à elle, appelée programme d'assurance médicale complémentaire. Elle paie les médecins, les consultations externes ainsi que les services de prévention des soins à domicile. Cette fraction B est financée, d'une part, par des recettes fiscales générales et, d'autre part, par les bénéficiaires de primes. En règle générale, les retraités dont les revenus sont les plus élevés paient des primes plus élevées. La partie B est volontaire et de nombreux retraités, dont l'employeur finance l'assurance maladie, diffèrent leur inscription dans la fraction B. La partie C et la partie D sont, pour leur part, les dernières innovations de *Medicare*. La fraction C est appelée *Medicare Advantage*. Ces plans permettent aux retraités d'adhérer à un régime privé, les *Health Maintenance Organization* (clinique de médecine préventive) ou un autre organisme pourvoyeur. *Medicare* paie les plans individuels afin d'assurer les services de l'hôpital et du médecin de manière égale ou mieux que les prestations prévues par les fractions A et B. La partie D concerne les prestations sur les prescriptions de médicaments des consultations externes fournies par les régimes privés en contrat avec *Medicare*. Cette dernière fraction est financée en partie par les recettes générales, les bénéficiaires de primes et les paiements publics.

Les deux fractions C et D ont été très controversées. La partie C a été attaquée pour avoir gonflé les coûts de base de *Medicare* parce que le *Medicare Advantage Plans* fournit les mêmes services que le *Medicare* traditionnel, mais coûte au Gouvernement environ 17 % de plus pour assurer ces services par l'intermédiaire d'assureurs privés<sup>43</sup>. Dans le débat actuel sur la réforme des soins de santé, le Président Obama tout comme le Congrès, proposent d'en finir avec le *Medicare Advantage Plans*. La partie D a elle aussi été très controversée. Quand elle a été mise en place, le Congrès a interdit à *Medicare* de négocier avec les sociétés pharmaceutiques pour obtenir de meilleurs prix sur les médicaments. En conséquence, certains

---

<sup>43</sup> Kaiser, *Medicare: A Primer*, op. cit.

bénéficiaires payent davantage pour les médicaments qu'ils ne l'auraient fait s'ils étaient restés dans le régime de leur ancien employeur.

*Medicare* offre aux retraités des avantages non négligeables, pour autant, on y trouve des lacunes importantes. Par exemple, *Medicare* ne paie pas le montant total des frais médicaux et les bénéficiaires doivent payer 20 % du coût. Cette participation peut être très onéreuse pour de nombreux retraités. *Medicare* ne prend pas non plus en charge les soins de garde à long terme souvent nécessaires en fin de vie. En effet, la plupart des personnes âgées n'ont pas d'assurance santé à long terme. Nombre de seniors finissent dans des maisons de retraite dans lesquelles ils dépensent tout leur capital, appauvrissant souvent leur conjoint avant finalement de se retrouver dépendant du programme public *Medicaid*, qui paie pour leurs derniers jours de soins. *Medicare* ne prend pas non plus en charge les soins dentaires classiques, les prothèses dentaires, les examens ophtalmologiques, les lunettes, les examens et les traitements pour l'audition ; tout ce qui pourrait être essentiel pour les personnes d'un certain âge.

Dans le but de combler ces lacunes, de nombreux bénéficiaires disposent d'une sorte de régime d'assurance complémentaire. Le premier complément pour les retraités est constitué des plans financés par l'employeur. Actuellement, 1 bénéficiaire sur 3 possède une telle couverture, pouvant assurer 20 % de la co-participation et des allocations pour les prescriptions de médicaments, de soins dentaires et de soins ophtalmologiques<sup>44</sup>. Aussi importants que soient ces plans en faveur des retraités, le nombre d'employeurs fournissant une telle couverture a connu une baisse rapide. En 1988, 66 % des grandes entreprises fournissaient une assurance maladie aux retraités. En 2008, le pourcentage de grandes entreprises offrant ce type d'assurance a chuté à 31 %. Une autre ressource importante de la couverture complémentaire est *Medigap*, vendue par les assureurs privés. Ces assurances soutiennent les co-participations et les services non couverts par *Medicare*. Actuellement, seulement 20 % des bénéficiaires de *Medicare* profitent de tels contrats<sup>45</sup>.

---

<sup>44</sup> Kaiser, *Medicare: A Primer*, op. cit.

<sup>45</sup> *Idem*.



Comme avec la Sécurité sociale, le *Congressional Budget Office* (le Bureau du budget du Congrès) a mis en garde quant aux problèmes à venir de *Medicare*, en particulier les fractions A et B. Les problèmes sous-jacents sont sensiblement les mêmes que les problèmes sous-jacents de la Sécurité sociale, en particulier la diminution du nombre de travailleurs et le nombre croissant de retraités. Pour 2010-2030, le nombre de personnes dépendant de *Medicare* devrait passer de 46 à 79 millions<sup>46</sup>. Selon un rapport de 2009 sur *Medicare*, le fonds de soutien de la partie A dépense déjà plus que ce qu'il perçoit des recettes et les fonds seront totalement épuisés en 2017. Pour éviter l'épuisement de ces fonds, le Congrès doit agir d'urgence afin de s'assurer que les prestations de retraite ne seront pas perturbées. Le fonds d'affectation soutenant l'assurance maladie complémentaire de la partie B devrait disposer de ressources suffisantes pour assurer les prestations, parce que les primes des bénéficiaires et les recettes générales ont déjà été mises en œuvre pour assurer une couverture suffisante dans un avenir prévisible. Toutefois, au fil du temps le montant des recettes globales entrant dans l'assurance-maladie complémentaire devrait passer de 1,3 % du PIB en 2008 à environ 4,7 % en 2083. Dans le même temps, les retraités de la partie B seront soumis à des augmentations substantielles des primes<sup>47</sup>.

## V - Travailler pendant la retraite

Lorsque le système de Sécurité sociale a été adopté, le sentiment général était que les gens prendraient leur retraite à 65 ans et seraient en mesure de vivre dans un relatif confort. Néanmoins, la retraite n'est plus aussi simple. Les changements de l'économie américaine au cours des 30 dernières années ont installé un certain degré d'incertitude sur le moment et la façon dont les travailleurs prendraient leur retraite. Singulièrement, avec la récession actuelle, les employés proches de l'âge de la retraite se retrouvent dans une telle insécurité et incertitude quant à l'avenir qu'ils envisagent de retarder, voire de ne pas prendre leur retraite.

---

<sup>46</sup> Kaiser, *Fact Sheet Medicare Spending and Financing*, The Henry J. Kaiser Family Foundation, mai 2009, <http://www.kff.org/medicare/upload/7305-04-2.pdf>

<sup>47</sup> Social Security Online: Actuarial Publications, *Status of the Social Security and Medicare Programs: A Summary of the 2009 Annual Reports*.

Lorsque la plupart des grandes entreprises prévoyaient des régimes à prestations déterminées pour s'assurer la loyauté des travailleurs, les employés pouvaient compter sur l'emploi à vie et programmaient leur retraite à 65 ans. Avec les changements intervenus dans la société américaine, les employeurs se sont de moins en moins engagés à assurer un emploi à vie et ont été plus enclin à encourager la responsabilisation des employés dans la prise en charge de leur propre vie. Lorsque les employés pensent à la retraite, 26 % disent vouloir s'arrêter avant l'âge de 65 ans, 9 % avant l'âge de 60 ans, et 17 % entre 60 et 64 ans. 23 % envisagent la retraite à 65 ans, 31 % s'attendent à le faire après 65 ans, et 10 % disent ne jamais pouvoir s'arrêter<sup>48</sup>. Pour autant, le moment réel du départ à la retraite dépendra de l'économie, de leur santé et de leur situation familiale.

De nombreux travailleurs s'attendent à être au chômage avant d'être admissibles à la retraite : 42 % quittent tôt le marché du travail en raison de problèmes de santé, 34 % en raison de changement d'employeur, 18 % pour s'occuper d'un conjoint ou d'un membre de la famille<sup>49</sup>. Les personnes qui quittent le marché du travail plus tôt que prévu sont susceptibles de rencontrer une grande variété de problèmes pendant la retraite. Généralement, elles ne seront pas admissibles aux premières prestations de Sécurité sociale, n'ont pas accumulé d'épargne suffisante, n'ont pas d'assurance maladie et pourraient ne pas être en mesure d'être réembauchées. Si elles sont employées, elles sont susceptibles d'avoir des emplois peu rémunérateurs, moins prestigieux et procurant peu d'avantages. Beaucoup de ceux qui souhaitent travailler à temps plein devront se contenter d'un travail à temps partiel<sup>50</sup>. La perspective d'une retraite à temps plein suppose qu'elle soit retardée. Quand elle arrivera, si elle arrive, le retraité ne disposera pas des ressources suffisantes pour vivre confortablement.

---

<sup>48</sup> R. Helman, C. Copeland and J. VanDerhei, *The 2009 Retirement Confidence Survey: Economy Drives Confidence to Record Lows; Many Looking to Work Longer*.

<sup>49</sup> R. W. Johnson, J. Kawachi, and E.K. Lewis, *Older Workers on the Move: Recareering in Later Life*, AARP Public Policy Institute, avril 2009, [http://assets.aarp.org/rgcenter/econ/2009\\_08\\_recareering.pdf](http://assets.aarp.org/rgcenter/econ/2009_08_recareering.pdf)

<sup>50</sup> *Idem*.

Nombreux sont les employés qui décident de retarder leur retraite. En 2007, 5,8 millions d'Américains admissibles à la retraite faisaient partie de la population active, travaillant ou cherchant activement un emploi<sup>51</sup>. Ils donnent de nombreuses raisons pour justifier leur situation, y compris la nécessité de combler les pertes en bourse et la volonté d'assurer le nécessaire pour couvrir l'augmentation du coût de la vie. Alors que beaucoup de travailleurs expriment la volonté de travailler en raison des circonstances financières, nombreux sont ceux qui continuent de travailler parce qu'ils aiment leur travail, veulent essayer quelque chose de différent, ou souhaitent rester actifs et impliqués<sup>52</sup>. La plupart des employés, admissibles à la retraite, continueront de travailler pour leur employeur actuel, soit à temps plein soit à temps partiel. Ceux qui travaillent pour d'autres employeurs sont susceptibles de se retrouver dans le même genre de conditions d'emploi que ceux contraints à la retraite anticipée : ils seront appelés à travailler à des emplois qui paient moins, assurent peu d'avantage et, le plus souvent, à temps partiel.

Le contrat social entre les États-Unis et les seniors Américains est en train de s'étioler. Les baby-boomers qui prennent leur retraite considèrent qu'ils ont travaillé dur et ont contribué à la croissance à long terme de l'économie, mais que le Gouvernement est de plus en plus incapable de veiller à leur éviter d'échouer dans un état de dénuement durant leurs « vieux jours ». L'État pourrait ne plus être en mesure de leur garantir un niveau de vie minimum en recourant à la Sécurité sociale ni renflouer les plans de pensions à prestations définies lorsque les employeurs font faillite. Leur travail n'a pas non plus été en mesure de leur assurer les économies et les placements nécessaires afin de compléter leurs prestations de Sécurité sociale. Dans le même temps, bien que *Medicare* soit le plus important créancier du *US Treasury Department* (département du Trésor aux États-Unis) l'on considère qu'il coure progressivement à sa perte et qu'il est incapable de fournir des soins aux plus âgés. Pas étonnant que beaucoup estiment que l'âge d'or de la retraite est de plus en plus hors de portée et nombre de travailleurs seront contraints de travailler jusqu'à ce que mort s'ensuive. Le rêve américain est en train de se transformer en cauchemar.

---

<sup>51</sup> U.S. Census Bureau, *Older American Month: May 2009*, U.S. Department of Commerce, [http://www.census.gov/Press-Release/www/releases/archives/facts\\_for\\_features\\_special\\_editions/013384.html](http://www.census.gov/Press-Release/www/releases/archives/facts_for_features_special_editions/013384.html)

<sup>52</sup> R. Helman, M. Greenwald, J. VanDerhei, and C. Copeland, *The 2008 Confidence Retirement Survey: Americans Much More Worried About Retirement, Health Costs a Big Concern*.

La culture américaine suit des cycles successifs de périodes insistant sur l'intérêt individuel et communautaire, motivé par des conditions politiques et économiques<sup>53</sup>. Le *New Deal* fut la réponse commune du Président Franklin Delano Roosevelt à la grande dépression. Depuis les années 1980, le contrat social s'est dissout dans la mesure où les Américains ont poursuivi leurs intérêts privés conduits par une idéologie politique conservatrice soutenant que rien de bon ne peut venir du Gouvernement et que le seul bien provient d'un marché libre. De nombreux débats ont eu lieu pour savoir si un nouveau contrat social pouvait être forgé tenant compte des contraintes de l'actuelle récession économique mondiale<sup>54</sup>. Avec l'élection du Président Barak Obama, les Américains ont renoué avec l'espoir que le Gouvernement américain puisse être en mesure d'agir selon la promesse du Président Roosevelt d'assurer « une mesure de protection au citoyen et à sa famille contre la perte d'emploi et contre la pauvreté en fin de vie ». Pour autant, le cycle ne se répète jamais de la même manière et la façon dont un nouveau contrat social commun sera créé demeure incertaine. Tout de même, les Américains attendent une mesure de protection contre la pauvreté pendant la vieillesse et le Président Obama, afin de garantir le succès de son administration, devra trouver un moyen de préserver et de renforcer la promesse initiale faite aux retraités intégrés au système de Sécurité sociale et à *Medicare*. C'est cela, le rêve américain.

---

<sup>53</sup> A. M. Schlesler, Jr., *The Cycles of American History*, Boston: Houghton Mifflin Company, 1986.

<sup>54</sup> Kochan, *op.cit.* Cf. également J. Cowie and N. Salvatore, *The Long Exception: Rethinking the Place of the New Deal Era in American History*. Ithaca, NY: ILR, Cornell University, à paraître.